

COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD



LAKE CHAD BASIN COMMISSION

**PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES FONCTIONS
ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DU BASSIN LAC TCHAD
(PARFEBALT)**

Boite Postale 727 N'djaména - Tchad
Tél. : 00235 22 52 41 45 / 22 52 40 29 ; Fax : 00235 22 52 41 37
E-mail : cbt.lcbc@gmail.com / parfebalt@cblt.org

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement d'un consultant pour réaliser les Etudes de faisabilité socio-économique, sur la vulnérabilité des femmes et des hommes, des systèmes de production agrosylvopastoral et halieutique et la place du secteur privé dans le Bassin du lac Tchad.

Juin 2026

Table des matières

1. Contexte et Justification	3
2. Objectifs de la Mission	6
2.1 Objectif général	6
2.2 Objectifs spécifiques.....	7
3. Résultats attendus.....	8
4. Livrables attendus.....	10
5. Durée d'exécution de la Mission.....	11
6. Profil du Cabinet	11
7. Personnel clé requis	12
8. Estimation du temps de travail des Experts	16
9. Zone d'intervention de la Mission du Consultant	16

1. Contexte et Justification

Le Bassin du Lac Tchad, partagé entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria, constitue une zone transfrontalière stratégique pour la sécurité alimentaire, la stabilité socio-économique et la résilience climatique en Afrique centrale et sahélienne. La population du bassin est actuellement estimée à plus de 45 millions d'habitants, ce qui représente près de 20% de la population totale des six pays riverains. Pour les populations locales, l'agriculture, l'élevage et la pêche constituent les activités de base dans le bassin. Elles se sont traditionnellement développées en fonction des crues et des décrues du lac et sont souvent endogènes, ce qui place le lac au centre d'une dynamique des marchés urbains, ruraux et régionaux. Les sécheresses des dernières décennies ont laissé place à des terres fertiles favorisant le secteur de l'agriculture, qui a été boosté par une forte demande liée à l'essor démographique dans la région. L'agriculture et l'élevage se pratiquent surtout aux abords du lac et ses affluents tandis que la pêche se pratique dans le lac et ses cours d'eau associés, dans les plaines d'inondation et sur les îles. En plus de la production agricole et pastorale, l'exploitation de certains produits de cueillette est également considérable et génère des revenus supplémentaires pour les usagers. Il s'agit d'éléments végétaux tels que la spiruline, algue à fort potentiel nutritif, les fruits et graines (nééré, balanites, jujubier, tamarinier, palmier doum, dattier, acacias, karité, anacardier, ...), les parties ligneuses ou non des végétaux (gomme arabique), mais aussi le miel, les produits transformés de la pêche et d'autres produits d'origine animale (chasse). Selon les cas, ces produits interviennent dans les services, l'alimentation humaine (ou du bétail), la pharmacopée ou encore l'amélioration des sols. Dans le bassin, les cultures vivrières et les cultures de rente constituent les maillons essentiels de l'agriculture. Les activités pastorales reposent donc principalement sur la mobilité ou l'élevage transhumant et le nomadisme pastoral dominant. La pêche est l'une des activités la plus pratiquée dans le bassin. Elle représente une source de revenus non négligeable pour les ménages et participe à l'autosuffisance alimentaire des économies nationales. Malgré ces potentiels économiques, le bassin fait face à des défis complexes et interconnectés, notamment :

- **Pressions démographiques et socio-économiques** : La croissance démographique rapide du bassin du lac Tchad s'explique surtout par les facilités qu'offrent le commerce et les services, conséquences de l'expansion économique dans la région. Les abords du lac Tchad s'étalant jusqu'à 30 à 40 km du rivage du lac présentent des populations bien souvent de nationalités très variées. Outre les autochtones ou les ressortissants des pays riverains du lac Tchad, on retrouve également des maliens, des sénégalais, des ghanéens et des libériens, attirés en grande partie par les activités de pêche. L'augmentation de la population autour du lac Tchad et principalement dans la rive sud est surtout liée aux potentiels agricoles, halieutiques et pastoraux du lac. La pêche est en effet la principale ressource économique de la région. Malgré une chute de la production agricole à

partir des années 70, due entre autres aux aléas climatiques et à l'insécurité dans certaines zones et malgré l'accroissement d'autres secteurs, notamment pétrolier, le secteur agricole contribue encore fortement aux PIB nationaux des pays du bassin du lac Tchad. Le secteur agricole est toutefois un grand pourvoyeur d'emploi des pays du bassin. En outre, le sous-investissement dans la région a exacerbé ainsi les griefs locaux. Cette pression accentue la marginalisation des femmes et des jeunes dans l'accès aux terres arables, souvent relégués aux parcelles les moins fertiles.

- **Vulnérabilités climatiques** : La variabilité accrue des précipitations, sécheresses récurrentes, inondations, dégradation des terres et des ressources naturelles, aggravées par le changement climatique accroissent la vulnérabilité climatique dans le bassin. Le bassin du lac Tchad fait partie des bassins le plus affecté par le changement de climat, les très fortes variabilités des régimes pluviométriques et hydrologiques. Les modèles scientifiques s'accordent sur les prévisions d'augmentation de la température à long terme, mais pas sur les prévisions des précipitations qui pourraient varier dans un sens comme dans l'autre. En effet, il a été constaté que la température moyenne dans le bassin a augmenté depuis 1950 à nos jours de 1 à 1,5°C. La durée des saisons pluvieuses est désormais plus courte. Les flux du Komadougou-Yobé qui duraient neuf mois par an se réduisent désormais à quatre, en prenant en compte l'importance des prélèvements sur son cours, l'infiltration vers les nappes et leur exploitation. Le Chari a perdu ses apports dans le lac Tchad de moitié et la superficie du lac lui-même est passée de 25 000 km² dans les années 60 à 2 500 km² dans les années 70 à 80 pour remonter à environ 14 000 km² de nos jours. La variabilité hydrologique et la disponibilité de l'eau douce représente la plus grande cause naturelle de la dégradation de l'écosystème du bassin du lac Tchad. Elle est principalement due à la brusque baisse de la pluviométrie durant les années 70 à 80 caractérisée par une longue sécheresse. Cette sécheresse qui s'est poursuivie jusqu'en 2008 a particulièrement affecté le lac Tchad via le fleuve Chari, qui lui fournit entre 85% et 90% de ses apports totaux. La variabilité hydrologique impacte prioritairement les femmes responsables de la collecte de l'eau et de la petite transformation halieutique. La superficie du lac Tchad, le régime des eaux de surface ainsi que le niveau des eaux souterraines ont drastiquement diminué en conséquence. Les ressources en eau et en forêt représentent les deux secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques. En raison d'une forte dépendance aux ressources naturelles pour la stabilité économique, la sécurité alimentaire et la santé, les populations du bassin sont directement menacées.
- **Conflits sur l'accès aux ressources** : La migration d'éleveurs et de leur bétail due aux sécheresses les ont entraîné vers des zones humides aux alentours ou parfois éloignées du lac Tchad. Ces mauvais climats ont augmenté la pression sur les ressources du lac et ont occasionné les conflits autour des points d'eau. La

variabilité du niveau du lac Tchad a entraîné une migration des pêcheurs de la cuvette nord vers la cuvette sud, mais aussi la création de nouveaux villages au sein du lac sur ses terres abandonnées par l'eau et sur ses rivages. En outre, un grand nombre d'éleveurs se sont dirigés vers le sud, et notamment dans le bassin voisin de l'Oubangui, en quête de pâturages et d'eau occasionnant des tensions sociales entre eux et les autres communautés autochtones. L'étude doit inclure une analyse détaillée des conflits fonciers et intercommunautaires liés à la mobilité pastorale et à la création de nouveaux villages de pêcheurs, afin de proposer des mécanismes de prévention intégrés au projet.

- **Insécurité et instabilité** : Les défis découlent d'une combinaison de sous-développement et de dynamiques de gouvernance, contribuant aux sentiments d'exclusion politique, sociale et économique de certaines communautés. Ce sentiment de marginalisation a rendu certaines communautés plus vulnérables à l'influence extrémiste comme alternative dans un paysage marqué par les stigmates des conflits qui affectent la région du lac Tchad notamment le terrorisme, l'insécurité, en passant par les déplacements forcés. Ceci ayant aussi contribué aux perturbations des marchés et des chaînes de valeur locales. L'insécurité entraîne des déplacements forcés qui déstructurent les réseaux de solidarité féminins et exposent les jeunes au recrutement par des groupes non étatiques
- **Faible implication du secteur privé** marquée par une insuffisance d'investissements structurants et une absence de mécanismes incitatifs pour les partenariats public-privé.
- **Effets différenciés sur les femmes, les jeunes et les populations déplacées**
L'étude analysera également les rôles différenciés des femmes et des hommes dans les systèmes de production, l'accès et le contrôle des ressources naturelles, l'accès aux marchés, la charge de travail domestique et productive, la mobilité, la participation aux décisions, ainsi que les effets différenciés des conflits et des chocs climatiques sur les moyens d'existence.

Ces facteurs combinés fragilisent les moyens de subsistance et compromettent la durabilité des interventions. Pour y répondre, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a placé la résilience socio-économique et climatique au cœur de ses priorités stratégiques, en cohérence avec :

- **Le Programme d'Action Stratégique de la CBLT.**
- **Les politiques régionales**, notamment la Stratégie régionale pour la Stabilisation, le Relèvement et la Résilience des Zones Affectées par Boko Haram dans la Région du Bassin du Lac Tchad .

- **Les Objectifs de Développement Durable (ODD)** : ODD 1 (Éradication de la pauvreté), ODD 2 (Faim zéro), ODD 5 (Égalité des sexes), ODD 13 (Action climatique) et ODD 17 (Partenariats).

Une étude de faisabilité approfondie s'impose pour orienter les futures interventions, mobiliser des financements et renforcer la résilience des communautés. **Cette étude servira également de base pour la formulation d'un projet intégré, aligné sur les priorités stratégiques de la CBLT et les Objectifs de Développement Durable.**

Dans cette perspective, le Projet d'assistance technique à la restauration des fonctions écologiques et économiques du Bassin du Lac Tchad (PARFEBALT), prévoit plusieurs études structurantes afin de fournir les bases techniques, socioéconomiques, environnementales et climatiques nécessaires à la formulation d'un programme régional d'investissement. Ces études couvrent notamment les analyses techniques (APS/APD) relatives à l'amélioration de l'hydraulique des systèmes Chari-Logone, de la Komadougou-Yobe et à l'aménagement du lac, les études de faisabilité économique et financière, les évaluations environnementales et sociales, ainsi que les analyses de vulnérabilité climatique et socioéconomique, incluant les questions de genre et de conflits liés aux ressources naturelles.pdf). Toutes ces études présentent un caractère complémentaire qui réside dans leur articulation notamment les études biophysiques et hydrauliques permettent d'identifier les options techniques viables, tandis que les analyses socioéconomiques et de vulnérabilité assurent l'intégration des dimensions humaines, de résilience et d'inclusion, garantissant ainsi la pertinence et la durabilité des interventions. En parallèle, les études sur les systèmes de production, la gouvernance des ressources et le secteur privé contribuent à définir des stratégies de développement économique adaptées au contexte du bassin. L'ensemble de ces travaux s'inscrit pleinement dans l'objectif global du projet, qui vise à restaurer le lac Tchad, renforcer la résilience des populations et améliorer durablement les moyens de subsistance à travers la revitalisation des fonctions écologiques et économiques du bassin, tout en mobilisant les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un programme d'investissement structurant à l'échelle régionale.

2. Objectifs de la Mission

2.1 Objectif général

Conduire des études de faisabilité technique, économique, environnementale, sociale et climatique afin d'analyser la vulnérabilité des femmes et des hommes, comprendre les dynamiques de conflits, de diagnostiquer les systèmes de production agrosylvopastoraux et halieutiques, tout en intégrant la place du secteur privé, en vue de formuler un projet intégré de renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes du Bassin du lac Tchad.

2.2 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il sera question de :

- **Analyser la vulnérabilité socio-économique et climatique des populations**
 - Évaluer les risques auxquels sont exposés les femmes et les hommes, en tenant compte des disparités liées au genre, à l'âge et au statut socio-économique ;
 - Identifier les facteurs aggravants (pauvreté, accès limité aux ressources, chocs climatiques et sécuritaires).
- **Comprendre les dynamiques de conflits et leurs impacts sur les moyens de subsistance**
 - Identifier les causes profondes des conflits et de l'insécurité ;
 - Examiner les interactions entre insécurité, déplacements forcés et perturbations des systèmes de production ;
 - Proposer des mesures pour réduire les conflits et renforcer la paix et la cohésion sociale.
- **Diagnostiquer les systèmes de production agrosylvopastoraux et halieutiques**
 - Réaliser une analyse technique et économique des filières agricoles, pastorales et halieutiques.
 - Identifier les contraintes majeures (infrastructures, intrants, technologies, accès aux marchés) et
 - Identifier les opportunités de développement durable des secteurs
 - Identifier spécifiquement les besoins des coopératives féminines en équipements de conservation et de transformation durable (kits de froid, fumoirs améliorés) pour réduire les pertes post-capture et post-récolte.
- **Effets différenciés sur les femmes, les jeunes et les populations déplacées**
 - Analyser les rôles différenciés des femmes et des hommes dans les systèmes de production,
 - L'accès et le contrôle des ressources naturelles, l'accès aux marchés, la charge de travail domestique et productive,
 - La mobilité, la participation aux décisions,
Les effets différenciés des conflits et des chocs climatiques sur les moyens d'existence.
- **Évaluer le rôle du secteur privé dans le développement local**
 - Analyser les chaînes de valeur et les obstacles à l'investissement privé.
 - Identifier des mécanismes et des opportunités pour stimuler les partenariats public-privé et attirer des investisseurs.
- **Réaliser une étude d'impact environnemental et social (EIES)**

- Évaluer les effets potentiels des interventions sur les écosystèmes, la biodiversité et les communautés locales.
- Proposer des mesures d'atténuation et des plans de gestion environnementale et sociale.
- **Proposer des scénarios d'intervention et des recommandations stratégiques**
 - Élaborer des scénarios basés sur des modèles économiques et climatiques pour anticiper les impacts.
 - Définir des stratégies prioritaires pour renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes.
Produire une base de données de référence (baseline) incluant des indicateurs socioéconomiques désagrégés par sexe et par âge, permettant de mesurer l'impact futur du projet sur l'autonomisation économique des femmes ;
- **Formuler un projet régional intégré de renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes du Bassin du lac Tchad**
 - Développer une note conceptuelle incluant le cadre logique, les objectifs spécifiques, les composantes, une sous-composante dédiée à l'autonomisation économique des femmes, assortie d'indicateurs de résultats genre, les activités prioritaires, le budget indicatif, le calendrier...etc
 - Définir les mécanismes de mise en œuvre, la stratégie de mobilisation des financements et identifier les bailleurs potentiels.

3. Résultats attendus

La mission devra produire des résultats tangibles et exploitables pour orienter les futures interventions dans le Bassin du Lac Tchad. Les principaux résultats attendus sont :

- **Une analyse approfondie des vulnérabilités socio-économiques et climatiques est réalisée**
 - Identification des groupes les plus exposés aux risques climatiques, socio-économiques et sécuritaires.
 - Cartographie des zones à forte vulnérabilité, intégrant les disparités de genre, âge et statut socio-économique.
 - Les zones à forte vulnérabilité sont cartographiées et incluent une proposition de mécanismes pour garantir un **quota d'au moins 30 % de femmes** dans les instances de décision et de gestion des ressources naturelles.
- **Un diagnostic de la situation de la jeunesse, les besoins en termes d'emploi dans les secteurs identifiés et des propositions pour la prise en compte de la jeunesse sont élaborés et des recommandations stratégiques et opérationnelles sont formulées**

- Les défis spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés dans les secteurs agrosylvopastoral et halieutique ;
 - Leur accès aux opportunités économiques, à la formation professionnelle, aux financements et aux marchés ;
 - Leur niveau de vulnérabilité face aux changements climatiques, aux conflits et aux déplacements forcés ;
 - Leur potentiel en matière d'entrepreneuriat, d'innovation et de création d'emplois ;
 - Les gaps en matière d'emplois (temporaires et permanents) sont connus et des propositions faites en vue de leur prise en compte ;
 - Les mécanismes favorisant leur inclusion économique et sociale ainsi que leur participation à la prise de décision.
- **Une Étude des dynamiques de conflits et de leurs impacts est réalisée**
 - Identification des causes profondes des conflits et de l'insécurité ;
 - Rapport détaillé sur les interactions entre insécurité, déplacements forcés et perturbations des systèmes de production.
 - Recommandations pour réduire les conflits et renforcer la paix et la cohésion sociale.
 - **Un Diagnostic complet des systèmes de production agrosylvopastoraux et halieutiques est réalisé**
 - Évaluation technique et économique des filières agricoles, pastorales et halieutiques par pays.
 - Tableau synthétique des contraintes et opportunités pour renforcer la résilience et la productivité.
 - **Une analyse du rôle du secteur privé est réalisée**
 - Étude des chaînes de valeur locales et régionales, avec identification des obstacles à l'investissement.
 - Identification des mécanismes et des opportunités pour renforcer les partenariats public-privé et attirer des investisseurs.
 - Identifier des opportunités concrètes de Partenariat Public-Privé (PPP) pour la maintenance des infrastructures de production, en favorisant l'insertion des jeunes entrepreneurs locaux.
 - **Une étude d'impact environnemental et social (EIES) est réalisée**
 - Évaluation des effets potentiels des interventions sur les écosystèmes, la biodiversité et les communautés locales.

- Plan de gestion environnementale et sociale conforme aux standards internationaux, incluant mesures d'atténuation.
- **Des Scénarios d'intervention sont élaborés et recommandations stratégiques formulées**
 - Élaboration de scénarios basés sur des modèles économiques et climatiques pour anticiper les impacts.
 - Stratégies prioritaires pour renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes.
- **Un projet intégré de renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes pour le Bassin du Lac Tchad est formulé**
 - Elaboration de la note conceptuelle du projet incluant : cadre logique, objectifs spécifiques, composantes, activités prioritaires, budget indicatif et calendrier ;
 - Définition des mécanismes de mise en œuvre et stratégie de mobilisation des financements.
- **Outils et supports pour la prise de décision sont développés**
 - Rapports détaillés et synthèses exécutives.
 - Cartes thématiques et bases de données géospatiales pour appuyer la planification.

4. Livrables attendus

Les livrables ci-après sont attendus du Consultant :

- **Rapport de démarrage** incluant une méthodologie actualisée, un Plan de travail, un Planning de mobilisation du personnel clé...etc. L'approche méthodologique devra inclure des focus groups non mixtes (uniquement femmes) pour lever les barrières de parole socioculturelles séparés avec des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, ainsi qu'un dispositif de collecte qui garantisse une représentation suffisante des femmes parmi les personnes enquêtées. Toutes les données quantitatives collectées (revenus, accès aux intrants, etc.) doivent être désagrégées par sexe, par âge et par statut (autochtone vs déplacé) ;
- **Rapport APS** incluant une analyse des vulnérabilités socio-économiques et climatiques (avec cartographie) une étude des disparités liées au genre, âge et statut socio-économique, un diagnostic technique et économique des systèmes agrosylvopastoraux et halieutiques, une analyse des chaînes de valeur et des opportunités pour le secteur privé, une synthèse des facteurs aggravants et des recommandations. Le Rapport devra impérativement intégrer les éléments suivants comme livrables spécifiques :

- Un chapitre autonome analysant les inégalités structurelles de genre dans l'accès aux ressources agrosylvopastorales et halieutiques ;
 - Une base de données complète (format numérique exploitable) désagrégée par sexe, âge et statut socio-économique des ménages enquêtés ;
 - Une synthèse des implications programmatiques traduisant les vulnérabilités identifiées en axes d'investissement prioritaires pour le futur projet ;
 - Une liste de recommandations directes et chiffrées destinée à alimenter l'élaboration du futur Plan d'Actions Genre (PAG).
- **Rapport APD** incluant la description détaillée des options retenues à l'issue de l'APS, les études techniques détaillées, les notes de calcul, plans, cartes, profils, spécifications techniques, avant-métrés, bordereaux des prix unitaires, devis quantitatifs et estimatifs, analyse économique et financière actualisée, plan de mise en œuvre, calendrier détaillé, plan d'exploitation et de maintenance, mesures environnementales et sociales intégrées, dispositif de suivi-évaluation et dossier de consultation des entreprises ou prestataires.
 - **Rapport d'EIES** incluant une évaluation des impacts environnementaux et sociaux, l'identification des risques pour la biodiversité et les écosystèmes, un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) avec mesures correctives et des recommandations pour minimiser les impacts négatifs et renforcer la durabilité.
 - **Un Rapport stratégique** incluant les Scénarios économiques, financiers et climatiques pour anticiper les impacts, les Stratégies prioritaires pour renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes les cartes thématiques et base de données géospatiale et accompagnée d'une **Note conceptuelle** incluant le cadre logique, les objectifs, les composantes, les activités prioritaires, le Budget indicatif, le calendrier de mise en œuvre, les mécanismes de financement, la liste des bailleurs potentiels et stratégie de mobilisation des ressources.

5. Durée d'exécution de la Mission

Durée estimée : six (06) mois.

6. Profil du Cabinet

Le cabinet devra présenter une expertise confirmée et des capacités techniques, organisationnelles et logistiques pour mener à bien une étude socio-économique complexe dans un contexte transfrontalier. Les caractéristiques attendues sont :

- Minimum 15 ans d'expérience dans la réalisation d'études socio-économiques, analyses de vulnérabilité et planification stratégique ;
- Une expérience similaire dans un projet ou une institution sous-régionale, en Afrique ;

- Cinq (05) expériences dans la réalisation des études de faisabilités des projets financés par des bailleurs internationaux (BAD, BM, UE, PNUD, FAO, Fonds Climat...etc ;
- Maîtrise des systèmes agrosylvopastoraux et halieutiques, incluant le diagnostic technique et économique ;
- Avoir une maîtrise des approches d'analyses participatives, de la Gestion Axée sur les Résultats, des analyses coûts-avantages et des outils de planification ;
- Expérience dans l'intégration des approches genre et inclusion sociale dans les études et recommandations ;

7. Personnel clé requis

Le cabinet doit avoir une équipe des experts ayant l'expérience et les qualifications ci-après ::

1. Profil : Chef de mission

- **Formation** : Bac+5 minimum en économie, planification, développement, géographie, ingénierie ou discipline connexe ;
- **Expérience générale** : 15 ans d'expérience minimum dans la conduite d'études stratégiques, d'évaluations et/ou d'études de faisabilité ;
- **Expériences spécifiques** :
 - Avoir au moins cinq (05) références dans des études socio-économiques
 - Avoir coordonnées des équipes pluridisciplinaires et avoir piloté des missions financées par les PTF (BM, BAD, PNUD, UE, etc.) ;
 - Disposer des compétences en leadership technique, planification, analyse stratégique, rédaction de rapports de haut niveau, gestion de projet ;
 - Avoir une expérience dans le Bassin du Lac Tchad.

2. Profil : Socio-économiste senior / Expert en développement rural

- **Formation** : Bac+5 minimum en sociologie, économie du développement, agronomie/économie rurale ou discipline connexe ;
- **Expérience générale** : 10 ans d'expérience minimum en analyses socio-économiques, vulnérabilité des ménages et systèmes productifs ruraux ;
- **Expérience spécifiques** :
 - Avoir 05 expériences en études de filières, AGR, sécurité alimentaire, impacts socio-économiques des projets ;
 - Avoir des compétences en enquêtes quantitatives/qualitatives, analyse coûts-avantages, évaluation économique et financière des projets ;

- Avoir au moins trois expérience dans les projets agricoles et ruraux financés par les PTF ;
- Avoir une maîtrise du contexte rural sahélien.

3. Profil : Expert(e) senior en Genre et Inclusion Sociale

- **Formation** : Bac+5 minimum en sociologie, démographie, développement social, genre, économie sociale ou discipline connexe (doctorat/certification en genre : atout) ;
- **Expérience générale** : 08 ans d'expérience minimum en analyse genre, inclusion sociale et autonomisation économique dans les projets et programmes de développement ;
- **Expérience spécifique** :
 - Prouvé au moins deux (02) expériences en réalisation d'analyses genre, études de vulnérabilité, intégration du genre dans les projets (mainstreaming),
 - Avoir conduit au moins deux (02) enquêtes qualitatives et participatives, appui aux politiques d'égalité femmes-hommes ;
 - Avoir une maîtrise des outils d'analyse genre, FGD/entretiens, cadres d'inclusion sociale, indicateurs sensibles au genre, formulation d'actions sensibles au genre ;
 - Expertise démontrée dans la conduite de Focus Groups en milieu rural sahélien et maîtrise des outils de budgétisation sensible au genre (BSG) ;
 - La connaissance des dynamiques de vulnérabilité des populations déplacées dans le Bassin du Lac Tchad est exigée ;
 - Avoir une expérience avec les projets financés par les PTF.

4. Profil : Expert en environnement et changement climatique

- **Formation** : Bac+5 minimum en sciences de l'environnement, changement climatique, gestion des ressources naturelles, écologie, génie environnemental, ou domaine connexe ;
- **Expérience générale** : Dix (10) ans d'expérience dans la gestion environnementale, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, la conservation des ressources naturelles et le développement durable ;
- **Expérience spécifique** :
 - Disposer d'au moins deux (02) expériences dans élaboration des mesures d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique, l'analyse des risques climatiques et le renforcement de la résilience ;
 - Avoir au moins deux (02) expériences dans l'évaluation d'impacts environnementales et sociales,

- Avoir une (01) expérience dans la conception ou la mise en œuvre de projets ;
- Avoir deux (02) expériences dans l'intégration de la durabilité environnementale et de la résilience climatique dans les programmes de développement ;
- Avoir une expérience avec les partenaires techniques et financiers et dans les projets ;
- Avoir une expérience dans le Bassin du Lac Tchad.

5. Profil : Expert Agrosylvopastoral et halieutique

- **Formation :** Bac+5 minimum en agronomie, agroforesterie, pêche et aquaculture, élevage, ressources naturelles, ou discipline connexe ;
- **Expérience générale :** 10 ans d'expérience minimum dans les systèmes intégrés associant cultures, élevage et sylviculture, ou dans les projets d'agriculture, d'élevage et la pêche ;
- **Expérience spécifique :**
 - Disposer des compétences en diagnostic des systèmes de production et analyse des risques climatiques ;
 - Avoir au moins trois (03) expérience dans la gestion durable des terres, le développement de l'agroforesterie, la production animale, la conservation des sols et de l'eau, ainsi que l'agriculture résiliente au changement climatique ;
 - Avoir au moins deux (02) expériences en analyse de la vulnérabilité des systèmes agrosylvopastoraux ;
 - Avoir au moins deux (02) expérience en matière de planification de projets, de formation des agriculteurs, de gestion des ressources naturelles et de mobilisation des parties prenantes ;
 - Avoir des expériences d'évaluation de projet avec les partenaires techniques et financiers ;
 - Avoir une expérience dans le Bassin du Lac Tchad.

6. Profil : Spécialiste Secteur privé et Chaînes de valeur

- **Formation :** Bac+5 minimum en économie, agroéconomie, finance, gestion/entrepreneuriat ou discipline connexe ;
- **Expérience générale :** 5 à 10 ans d'expérience en développement du secteur privé, analyses de chaînes de valeur et partenariats public-privé ;
- **Expérience spécifique :**
 - Avoir deux (2) expériences en diagnostic de filières, analyse de marchés, structuration d'AGR/PME, accès au financement, montage de projets bancables ;

- Avoir conduit deux (2) analyses économique et financière, business plans, mise en relation entreprises–producteurs, facilitation des investissements ;
- Avoir une expérience dans les projets agricoles/ruraux et avec les PTFs.

7. Profil : Spécialiste senior en suivi-évaluation des projets de développement

- **Formation** : Bac+5 minimum en économie, sociologie, planification, statistiques, évaluation ou discipline connexe ;
- **Expérience générale** : 10 ans d'expérience minimum en suivi et en évaluation de projets, programmes de développement ;
- **Expérience spécifique** :
 - Avoir conçu au moins deux (02) cadres de Suivi-évaluation, chaînes de résultats, indicateurs de performance, conduite d'évaluations indépendantes (mi-parcours, finales, impact), gestion axée sur les résultats ;
 - Avoir deux (02) expériences dans la conception, l'évaluation ou la mise en œuvre de projet avec les partenaires techniques et financiers ;
 - Avoir une expérience dans le Bassin du Lac Tchad ;

8. Profil : Spécialiste en cartographie et SIG

- **Formation** : Bac+5 minimum en géographie, géomatique, Système d'Information Géographique, télédétection ou discipline connexe ;
- **Expérience générale** : 5 à 10 ans d'expérience en cartographie, analyse spatiale et SIG appliqués au suivi-évaluation et aux projets de développement ;
- **Expérience spécifique** :
 - Avoir mis en place des systèmes d'informations spatiale du suivi évaluation des projets et programmes, avoir conduire des travaux de collecte des données spatiales, avoir réalisés des synthèses de prise de décision spatiale (carte thématique, atlas, mapping, Géoportail)
 - Avoir un certificat en drone
 - Avoir la maîtrise des logiciels ArcGIS, QGIS, bases de données spatiales, GPS,
 - Avoir des expériences dans des projets environnementaux, ruraux ou agricoles.

9. Profil : Spécialiste en fragilité et résilience, et analyse des conflits

- **Formation** : Bac+5 minimum en études sur la paix et les conflits, sciences politiques, relations internationales, études du développement, sociologie, politiques publiques, études sur la sécurité, droit ou discipline connexe.

- **Expérience générale :** Dix (10) ans des expériences dans l'évaluation des dynamiques de conflit, des facteurs de fragilité, des capacités de résilience et des défis en matière de gouvernance dans des environnements complexes.
- **Expérience spécifique :**
 - Avoir deux (02) expériences dans la programmation sensible aux conflits, d'analyse de l'économie politique, de consolidation de la paix, de cohésion sociale et de gestion des risques ;
 - Avoir une expérience dans la facilitation de la participation multipartite et l'élaboration de stratégies visant à renforcer la résilience et à soutenir une paix durable ;
 - Avoir une expérience dans l'identification des opportunités de renforcer la résilience, la cohésion sociale, la consolidation de la paix et le développement durable dans un environnement complexe et multiculturel ;
 - Avoir une expérience avec les partenaires techniques et financiers et dans les projets ;
 - Avoir une expérience dans le Bassin du Lac Tchad.

8. Estimation du temps de travail des Experts

Le temps de travail estimé du Personnel Clé est de 34.00 homme/mois.

9. Zone d'intervention de la Mission

La mission aura lieu au sein de la CBLT, dans les capitales et les portions nationales des Etats membres de la CBLT, le Cameroun, le Niger, le Nigeria la RCA et le Tchad.